AGIL :

Association Agréée dont les membres Professionnels Libéraux, bénéficient d'informations, d'une assistance et d'une supervision.

Administrateurs :

■ Pascal RIGAUD

Président Fondateur
INSEAD - ESCP

■ Muguette

ZIRAH-RADUSZYNSKI

Secrétaire Général
Avocat

■ Antoine RIGAUD

Trésorier – Expert-Comptable
Ingénieur ENISE - ENPC

■ Docteur Claire BOURGEOIS

Médecin Généraliste

■ Docteur Marc HAZEN

Stomatologue

■ Yoko IMAI

Consultante - Artiste

■ Maître Philippe DELELIS

Avocat – Docteur en Droit – ENA

Administrateurs Honoraires :

Docteur Jean-Roger RIVIERE

Docteur Pierre DUFRANC †

Philippe ALEXANDRE †

Maître David BAC - HEC

COTISATION AGIL ANNEE 2024

Micro-BNC

Montant T.T.C. : 60,00 €

Mission CLASSIQUE (ECCV + EPS)

Montant T.T.C. : 200,00 €

Mission PREMIUM (ECF)

Montant T.T.C. : 200,00 €

Mission FULL SERVICE (ECCV + ECF)

Montant T.T.C. : 300,00 €

AGIL SINCE 1987 BUT
FOR EVER DE 9 H A 19 H
TOUS LES JOURS OUVRES

Agil

Siège Social

A l'angle de l'Avenue
Mac Mahon,
au 2^{ème} Etage
9 bis Rue Montenotte
75017 PARIS

Tél : 01.40.68.78.78

Fax : 01.40.68.78.85

Entre deux patients,
entre deux dossiers,
surfez sur notre site Internet
www.agil.asso.fr

Éditorial

UN NOUVEAU RÉGIME FISCAL EST NÉ : L'ASSIMILÉ BNC

En dehors d'une Société Civile (SISA...) ou d'une Association (AARPI...), le Libéral peut exercer, en tant qu'Associé, en fonction de la réglementation de sa profession, soit dans une Société d'Exercice de Droit Commun (SEDC) soit dans une Société d'Exercice Libéral (SEL) de droit ou sur option.

Pour mémoire, les Professions Juridiques et Judiciaires (PJJ) sont obligées d'exercer en SEL au plus tard le 1^{er} septembre 2025 tandis que les Experts-Comptables et les Commissaires aux Comptes pourront continuer d'exercer en SEDC au-delà de cette date.

A compter du 1^{er} Janvier 2024, le régime fiscal propre aux Associés de SEL change radicalement, peut-être au nom de la simplification.

Dorénavant, les Associés de SEL doivent dissocier la rétribution attachée à leur mandat social, à leur fonction de direction et la rémunération de leur activité « technique », de leur science, de leur art.

Le revenu perçu en tant que Président ou Gérant relève des Salaires (TS) ou de l'article 62 du CGI sachant qu'il bénéficie d'une déduction forfaitaire de 10%, au maximum 14 171 € en 2023.

Le revenu perçu en tant que « technicien » relève des BNC sauf si le Libéral est en état de subordination lui conférant, alors, le statut de Salarié (TS).

Ce Libéral « technicien » peut être appelé « Assimilé BNC » par commodité sachant que toutes les spécificités propres au BNC « classique » ne lui sont pas attribuées.

Ainsi, l'Assimilé BNC n'est pas un Entrepreneur Individuel (EI), il ne peut pas à l'instar d'une EURL opter pour l'IS.

L'Assimilé BNC n'est soumis ni à l'émission de factures, ni à la TVA, ni à la CFE, il n'est visé que par l'IR (catégorie BNC), à ce titre, bien sûr, les cotisations dites « Madelin et PER » sont déductibles dans les limites imparties.

L'Assimilé BNC relève normalement du régime « encaissements-décaissements » mais il devrait pouvoir opter pour le régime « créances-dettes ».

L'Assimilé BNC peut, de plein droit, bénéficier du régime « Micro BNC » mais il peut opter pour la Déclaration Contrôlée 2035 dans le respect du délai requis. Relevant du « Micro-BNC », l'Assimilé BNC devrait déclarer sa quote-part du chiffre d'affaires de la SEL au prorata des parts qu'il détient.

L'Assimilé BNC qui relève de la Déclaration Contrôlée 2035 doit s'immatriculer auprès de son SIE via le Guichet Unique en précisant qu'il est associé d'une SEL, télétransmettre sa « 2035 » et déclarer son résultat BNC sur sa déclaration d'ensemble des revenus 2042 en temps voulu.

L'Assimilé BNC doit mentionner, dans sa déclaration 2035, en Recettes, sa rémunération totale y compris toutes les charges payées pour son compte par la SEL (cotisations sociales obligatoires et facultatives, frais divers...), en Charges, les cotisations déductibles, les frais requis pour l'exercice de sa fonction « technique » qu'ils aient été payés par la SEL ou par lui (frais de bouche, frais de route...).

L'Assimilé BNC est donc un nouveau sujet fiscal de souche française, un BNC « classique » dénué de toutes ses armes (ni TVA, ni IS...) tel un couteau suisse dépourvu de toutes ses lames ; son statut est un casse-tête chinois appelé à faire couler beaucoup d'encre, à faire essuyer des plâtres, bref à exaspérer.

Malgré les incertitudes qui planent, les aspérités qui irritent, que les Libéraux concernés ne tardent pas à adopter ce nouveau moule aux contours évolutifs, à s'adapter vaille que vaille.

Pascal RIGAUD
Président de l'AGIL
Expert Comptable

L'ASSOCIÉ «ASSIMILÉ BNC» D'UNE SEL

Ventilation des Fonctions

A compter du 01.01.2024, l'Assimilé BNC doit ventiler son temps passé entre ses fonctions de direction et ses fonctions techniques.

S'il peut prouver que tout son temps est affecté à la gestion de la SEL, sa rémunération relève fiscalement de l'article 62 du CGI, s'il est gérant d'une SELARL.

Cette hypothèse risque d'être rare mais elle pourrait être retenue par la DGFIP dans le cadre d'une structure importante où l'un des associés se consacre uniquement à la gestion.

Si le suivi des temps est difficile à apprécier, un prorata tel que 10/90, 20/80 voire 30/70 selon la taille de la structure, pourrait répondre à cette préoccupation à condition d'être en mesure de le démontrer.

Si les rémunérations allouées à raison de l'exercice d'une activité libérale ne peuvent pas être distinguées de celles perçues au titre des fonctions de gérant, la DGFIP admettrait à titre de règle pratique, qu'une part de 5 % de la rémunération d'ensemble des gérants de SELARL d'être fiscalement probant quant à la démonstration.

Ainsi, un ratio de 5 % pour la gestion et de 95 % pour l'activité serait retenu par la DGFIP à titre de règle pratique.

Pour mémoire, la rémunération d'un mandat social n'est pas obligatoire ; ainsi, la rémunération d'un associé peut être affectée à 100 % à son activité technique.

Organisation de la Comptabilité

Un compte bancaire dédié à l'activité d'Assimilé BNC ne serait pas obligatoire.

Les opérations "assimilées BNC" pourraient être directement comptabilisées dans un journal ad hoc.

Bien sûr, un compte spécifique faciliterait l'enregistrement comptable, à savoir une comptabilité en bonne et due forme et l'émission d'une Déclaration Contrôlée 2035 à télétransmettre.

Exonération de TVA

L'Assimilé BNC ne relève pas de la TVA. Aussi, ses charges et ses immobilisations impactées d'une TVA sont déduites ou immobilisées pour leur montant TTC, minorant donc le résultat final.

Micro-BNC - Éligibilité

L'Assimilé BNC peut relever du régime Micro-BNC. Pour apprécier l'éligibilité à ce régime, la rémunération de référence à retenir est la rémunération brute totale versée à l'associé de la SEL au titre de N-1 ou N-2, à savoir la rémunération nette payée par la structure à l'Associé, majorée des charges personnelles (sociales ou autres) payées pour le compte de l'Associé (plafonnée à 77 700 €).

CFE : Imposition

La SEL qui exerce une activité libérale est imposable à la CFE et à la CVAE dans les conditions de droit commun.

L'associé d'une SEL peut également être imposé à la CFE s'il exerce son activité professionnelle de façon non exclusive au sein de la SEL avec des moyens propres et une clientèle distincte.

Obligations Déclaratives

L'Assimilé BNC doit se déclarer, via le Guichet Unique, auprès du SIE afin de télétransmettre sa DC 2035.

La date au plus tard de cette inscription est le 02.05.2025 pour l'exercice 2024, sachant que la DGFIP envisage la création d'un "parcours utilisateur" réservé à l'Assimilé BNC afin que tout SIE puisse distinguer sans risque d'erreur, l'Assimilé BNC du BNC traditionnel Entrepreneur Individuel.

SPFPL / SEL : Rémunération

L'Associé d'une SPFPL détenant une participation dans une SEL, qui perçoit une rémunération pour son exercice professionnel au sein de cette SEL, relève des BNC (sauf s'il y a un lien de subordination) et il est donc à ce titre un Assimilé BNC.

Acet égard, l'associé d'une SPFPL est traité comme l'associé d'une SEL.

SOCIÉTÉ		RÉMUNÉRATION DU MANDAT SOCIAL	RÉMUNÉRATION TECHNIQUE (hors lien de subordination)
SELARL	Gérant majoritaire	Art. 62 du CGI	BNC Sauf si fonctions indissociables du mandat social (art. 62 du CGI)
	Gérant minoritaire	TS*	BNC
	Associé non gérant		BNC
SELAS		TS*	BNC

* Si lien de subordination : TS = Traitements et Salaires

Gestion Administrative de la SEL

La rémunération perçue par l'Associé n'est ni un salaire, ni un honoraire. Cette rémunération doit certes être comptabilisée dans les comptes de la SEL en compte 62 "Autres charges externes" mais ne devrait pas être mentionnée sur la déclaration DAS2 sauf avis contraire éventuel de la DGFIP.

Pour parfaire la traçabilité et assurer la transparence, il serait judicieux que la SEL établisse un état récapitulatif des rémunérations versées à chaque associé, mentionnant tant la part propre à la gestion de la SEL (art. 62 du CGI) que la part due à l'exercice technique professionnel (BNC).

Madelin : Art. 62 du CGI et BNC

Le changement de régime devrait conduire l'Assimilé BNC à vérifier ses contrats de prévoyance Madelin et s'assurer qu'en cas de maladie, les indemnités couvrent les deux pans de sa rémunération.

CALENDRIER : DECLARATIONS

(sous réserve de report de délai par l'Administration Fiscale)

- Avant le **1^{er} mai**
 - Déclaration des honoraires et commissions versés **DAS-2**
 - Déclaration annuelle de CET⁽¹⁾ (si 152 500 < CA < 500 000 € HT et emploi de personnel salarié) **n°1330 CVAE⁽³⁾**
- Avant le **3 mai**
 - Déclaration des revenus professionnels **n°2035** et ses annexes
 - Déclaration de la taxe sur le chiffre d'affaires (réel simplifié) **CA12**
 - Déclaration des Sociétés Civiles de Moyens (SCM) **n°2036**
- Avant le **15 mai**
 - Liquidation de l'IS
- Avant le **30 mai**
 - Déclaration de l'ensemble des revenus **n°2042**
- Avant le **31 décembre** de l'année de création d'activité
 - Début d'activité : déclaration de CFE⁽²⁾ **n°1447 C**

(1) CET : Contribution Economique Territoriale - (2) CFE : Contribution Foncière des Entreprises - (3) CVAE : Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

CONFERENCES DE L'AGIL DE 20 H 30 A 22 H 30

Dans les Salons de l'Etoile - Hôtel Napoléon (40 Avenue de Friedland - 75008 PARIS - Métro Charles de Gaulle Etoile)

Mardi 27 Février 2024 : Déclaration Fiscale 2035 + Examen de Conformité Fiscale (ECF)

Mercredi 20 Mars 2024 : Déclaration Fiscale 2035 + Examen de Conformité Fiscale (ECF)

Judi 4 Avril 2024 : Déclaration Fiscale 2035 + Examen de Conformité Fiscale (ECF)

Merci de confirmer votre participation auprès de l'AGIL au 01.40.68.78.78